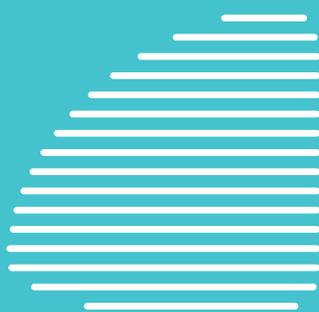


ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2019 : LE CLIVAGE NATIONALISTES CONTRE PROGRESSISTES VA-T-IL VRAIMENT PESER SUR L'ÉLECTION ?



«Deux visions européennes s'opposent : une vision nationaliste et une vision progressiste ». Par cette déclaration fin août 2018, Emmanuel Macron fixait l'axe de sa campagne pour les élections européennes. Fini le temps des scrutins européens boudés par l'opinion, dont la fonction oscillait entre « vote sanction » à l'encontre de l'Élysée et « vote plaisir » en soutien à sa formation de cœur. A l'heure du Brexit et du «moment populiste», nous ferions face à un vote existentiel : pour ou contre la mort de l'Union européenne. Toute la question à ce jour est de savoir si cette nouvelle grille de lecture « prend » auprès des Français ou si le scénario classique de votes éparpillées et structurées par des considérations purement nationales ne s'imposera finalement pas de nouveau.

**Note produite par David Nguyen
(Directeur Conseil Ifop)
Publiée par Hémisphère Gauche**



Emmanuel Macron
@EmmanuelMacron



Immigration, économie... deux visions européennes s'opposent : une vision nationaliste et une vision progressiste. Certains veulent fracturer l'Europe et sa solidarité.

10:41 - 30 août 2018 · Helsinki, Finland

Ce choix ultime exprimé par Emmanuel Macron est celui que La République en Marche comme le Rassemblement national souhaitent imposer dans le débat public. Les deux finalistes de l'élection présidentielle et leurs alliés attendent partout le nouveau clivage opposant « progressistes » et « nationalistes » - ou

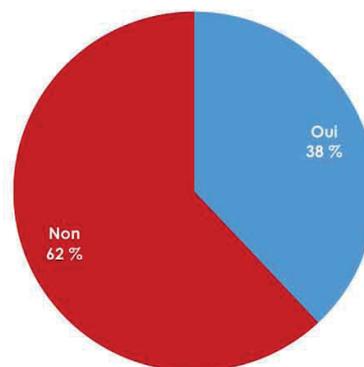
« européistes » et « patriotes » - souhaitant occulter toute autre grille de lecture du scrutin européen. Un récit qui permettrait à Emmanuel Macron de continuer à affaiblir socialistes et Républicains, malgré ses difficultés auprès de l'opinion, et à Marine Le Pen de reprendre du lustre après une campagne présidentielle qui a abîmé son image.

1. Les français expriment une profonde déception à l'encontre de l'Union Européenne qui peut nourrir le vote populiste

A première vue, tout indique qu'il faut s'attendre au scénario d'un grand affrontement binaire pour la survie de l'Europe. A tous les niveaux, les Français expriment une déception profonde vis-à-vis de l'Union européenne, à même de nourrir le vote populiste et, dès lors, le rassemblement des pro-européens.

Une déception démocratique d'abord. En 2005, 55% des votants rejetaient le Traité Constitutionnel Européen et exprimaient pour la première fois une défiance majoritaire à l'encontre de la construction européenne. Dix ans plus tard, 62%, soit 7 points de plus, indiquaient qu'ils s'opposeraient de nouveau à un texte de cette nature (1). Dans l'intervalle, les Français ont eu le sentiment que les dirigeants de l'Union ont ignoré leur vote et ont continué d'avancer selon leur propre agenda, à rebours d'un fonctionnement démocratique normal.

10 ans après, si c'était à refaire, voteriez-vous « oui » ou « non » au référendum de ratification de la constitution européenne?

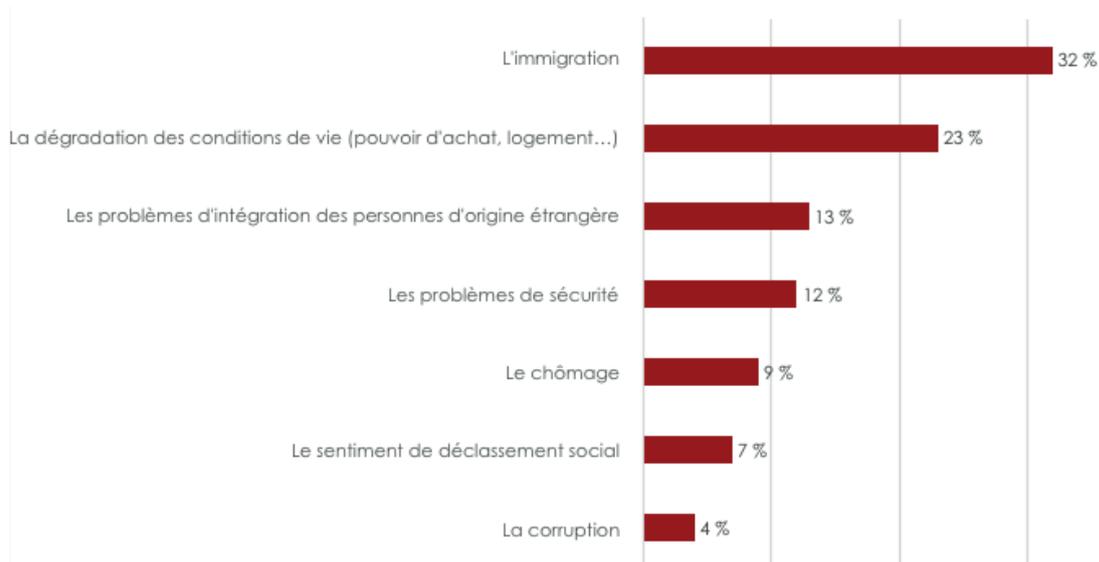


+ 7 points

En % des exprimés, personnes en âge de voter en 2005

(1) « Les Français et l'Europe, 10 ans après le TCE », Ifop- le Figaro, mai 2015

Parmi les problèmes suivants, lequel explique le mieux selon vous la montée du populisme et des votes protestataires en Europe ?



Une déception économique ensuite. En 2015, 62% des Français réclamaient moins d'intégration européenne et des politiques économiques propres à chaque Etat (contre 48% en 2011) et 47% considéraient l'euro comme un handicap (contre 34% en 2010) (2). Plus récemment, en mars 2017, seuls 46% des Français estimaient que la construction européenne avait eu des effets positifs pour le pays (3). Si la peur du chaos limite le souhait de revenir au Franc (plus de 7 Français sur 10 y sont opposés (4) et la même proportion rejette le Frexit), la crise économique de 2008 est passée par là et peu de nos concitoyens croient encore en la capacité de l'Union européenne à créer croissance et emploi.

Une déception sur les questions régaliennes enfin. La gestion par l'Union de la crise migratoire débutée en 2015 est probablement l'enjeu européen qui structurera le plus la campagne à venir. Enquête après enquête, l'opinion française exprime une opposition majoritaire au principe de répartition des migrants entre les différents pays d'Europe (5) et adhère très clairement à une remise en question des accords de Schengen (6). Quelle que soit l'actualité, témoignages de pratiques esclavagistes en Libye comme présence de l'Aquarius en Méditerranée, une majorité de Français demandent systématiquement plus de fermeture, de maîtrise et de contrôle. L'inquiétude est telle que l'opinion estime que la question migratoire est la principale responsable de la montée du populisme en Europe, loin devant toute autre considération (7).

(2) Idem

(3) « Les Français et l'Europe, 60 ans après le Traité de Rome », Ifop-le Figaro-Fondation Robert Schuman, mars 2017

(4) Idem (seuls les électeurs de Marine le Pen se distinguent sur ce point : 67% sont favorables au retour au Franc)

(5) « Les Français et l'accueil des migrants », Ifop-Atlantico.fr, août 2018

(6) « Les Français et l'Europe, 10 ans après le TCE », Ifop- le Figaro, mai 2015

(7) « Le regard des Français sur les relations franco-américaines et sur les populismes », Ifop-Fondapol, sept.2018

Mises bout à bout, ces déceptions dessinent l'image d'une Union européenne à la fois faible et sourde aux préoccupations de ses habitants. 58% des Français pensent ainsi que dans 10 ans l'UE sera plus fragile et faible qu'aujourd'hui (8). Comment dès lors vouloir défendre coûte que coûte une institution qui ne vous écoute pas et ne vous apporte pas de résultats ?

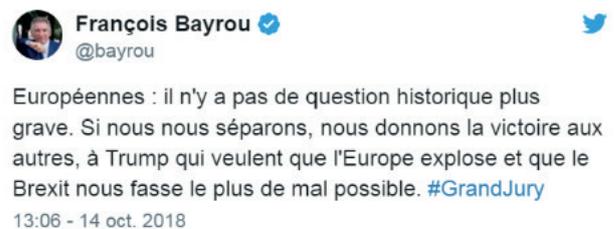
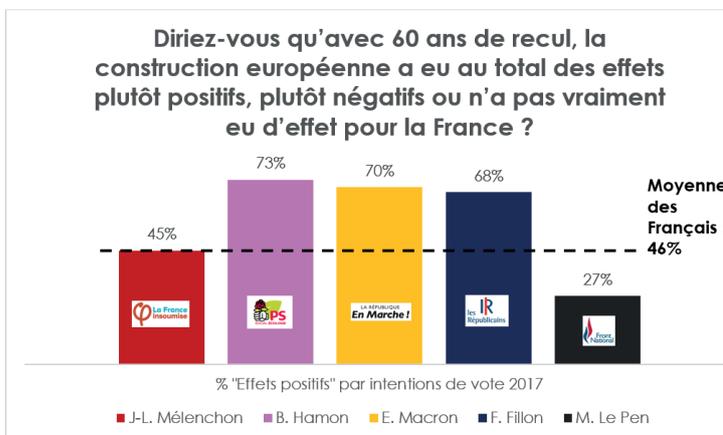
A terme, c'est l'attachement même à un système démocratique qui est remis en question : en octobre 2017, près de 4 Français sur 10 adhéraient à l'idée selon laquelle « la direction du pays devrait être confiée à un pouvoir politique autoritaire, quitte à alléger les mécanismes de contrôle démocratique s'exerçant sur le gouvernement » (9). S'il ne s'agit ici que de déclarations purement théoriques, il serait néanmoins illusoire et naïf de croire en un attachement éternel et universel au système démocratique en Europe.

2. Il existe bien un clivage transpartisan entre pro et anti-européen au sein de l'opinion française

Ces ingrédients laissent présager une montée des suffrages anti-européens dans les prochaines intentions de vote et, par réaction, un regroupement des pro-européens derrière la bannière étoilée la plus haute à ce jour : La République en Marche. C'est en tout cas le souhait explicite de ce camp, comme l'exprimait début octobre 2018 François Bayrou : « Européennes: il n'y a pas de question historique plus grave. Si nous nous séparons, nous donnons la victoire aux autres, à Trump qui veulent que l'Europe explose et que le Brexit nous fasse le plus de mal possible. »

Un appel qui pourrait, dans l'absolu, trouver un écho, car, si les Français expriment majoritairement leur défiance vis-à-vis de l'Union européenne, il existe un clivage clair entre électorats de partis radicaux et de partis de gouvernement à ce sujet.

Alors que seuls 27% des électeurs du Rassemblement national et 45% des Insoumis estiment que la construction européenne a eu un effet positif pour la France, les taux montent à 73% chez les électeurs socialistes, 70% chez les marcheurs et 68% chez les Républicains (10). De telles convergences de vues entre pro-européens rendent envisageable des convergences de voix vers La République en Marche en cas de risque frontiste élevé.



(8) « Regard des Français sur l'actualité européenne », Ifop-Atlantico.fr, mai 2018

(9) « Les Français et la mise en place de régimes alternatifs au régime démocratique », Ifop-Atlantico.fr, oct.2017

(10) « Les Français et l'Europe, 60 ans après le Traité de Rome », Ifop-Figaro-Fondation Robert Schuman, mars 2017

3. Les problématiques nationales risquent néanmoins de s'imposer pendant la campagne et de favoriser un éparpillement des votes

Pourtant ce scénario pourrait aussi faire un flop. On peut tout simplement imaginer que la dramatisation du scrutin voulue par La République en Marche et le Rassemblement national ne « prenne » pas au sein d'une opinion assez peu sensible aux questions européennes, y compris en période de campagne.

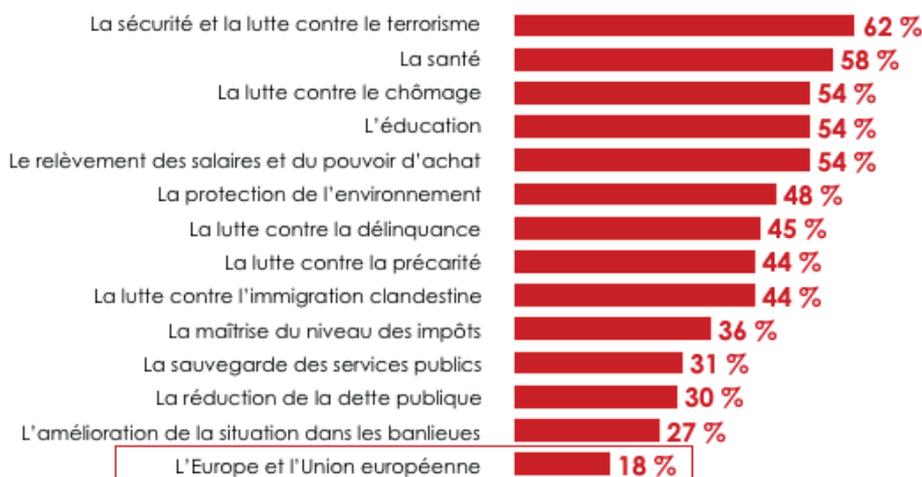
En 2014, seuls 35% des Français déclaraient s'être intéressés à la campagne électorale européenne (11) contre 72% pour la présidentielle de 2017 (12)! Surtout, comme le montre un sondage de septembre 2018, l'avenir de l'Union européenne importe peu pour les Français face à la question du terrorisme, du chômage ou du pouvoir d'achat (13). De nouveau, les enjeux nationaux serviront probablement de boussole principale pour la minorité de Français disposée à aller voter.

Dans ce contexte, le risque d'un vote sanction à l'encontre d'Emmanuel Macron est majeur.

Même s'il reste à ce stade légèrement plus populaire que François Hollande à la même période de son quinquennat, le président de la République ne dispose plus que d'une base de soutien étroite, resserrée autour des sympathisants de la République en Marche. Dans ce contexte, les Français pourraient profiter de ce premier scrutin post-2017 pour lui faire part de leur mécontentement. C'est notamment le pari de Jean-Luc Mélenchon qui appelle à un « référendum anti-Macron » en mai prochain.

Pour les mois qui viennent, pour chacun des thèmes suivants diriez vous qu'il est tout à fait prioritaire, important ou secondaire?

Réponses << Tout à fait prioritaire >>



(11) « Sondage jour du vote européennes 2014 », Ifop-Fiducial-Paris Match, mai 2014

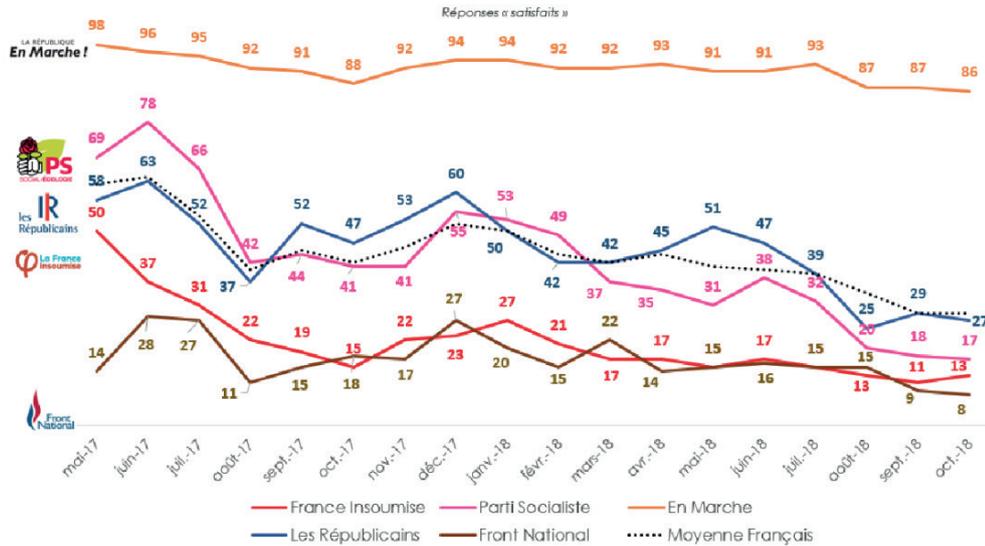
(12) « Sondage jour du vote présidentielle 2017 », Ifop-Fiducial-Paris Match, avril 2017

(13) « Priorités des Français pour les prochains mois », Ifop-Atlantico.fr, sept. 2018

Evolutions de la popularité d'Emmanuel Macron selon les proximités politiques

<< Êtes vous satisfait ou mécontent d'Emmanuel Macron comme président de la République ? >>

Réponses << satisfaits >>



Ce mécontentement ne bénéficierait pas à une seule formation, même si le Rassemblement National devrait en être le principal réceptacle, et on pourrait alors assister à un émiettement des suffrages.

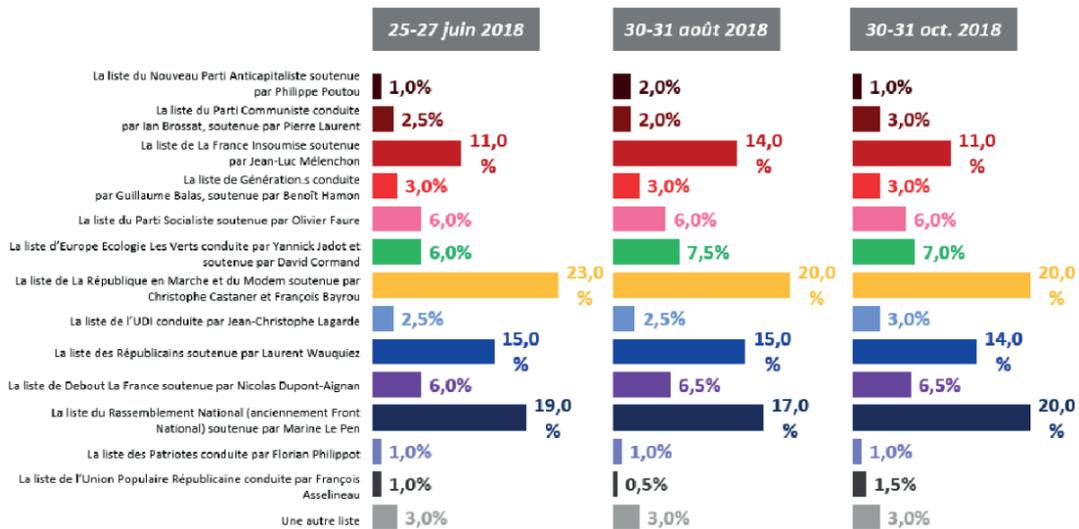
A ce stade les deux scénarios, « affrontement » binaire contre « éparpillement », se côtoient (14). Certes La République en Marche et le Rassem-

blement national font la course en tête, mais ils ont plutôt tendance à perdre du terrain et ne parviennent pas à faire mieux qu'au premier tour de la présidentielle. Juste après eux, les formations incarnant le clivage gauche-droite - France Insoumise et Les Républicains en tête - se maintiennent et bénéficient, chacune dans une mesure différente, des difficultés rencontrées par Emmanuel Macron depuis l'été 2018.

Intentions de vote pour les élections européennes de 2019

Si dimanche prochain devait se dérouler les élections européennes, pour laquelle des listes suivantes y'aurait-il le plus de chances que vous votiez ?

(En pourcentage des suffrages exprimés)

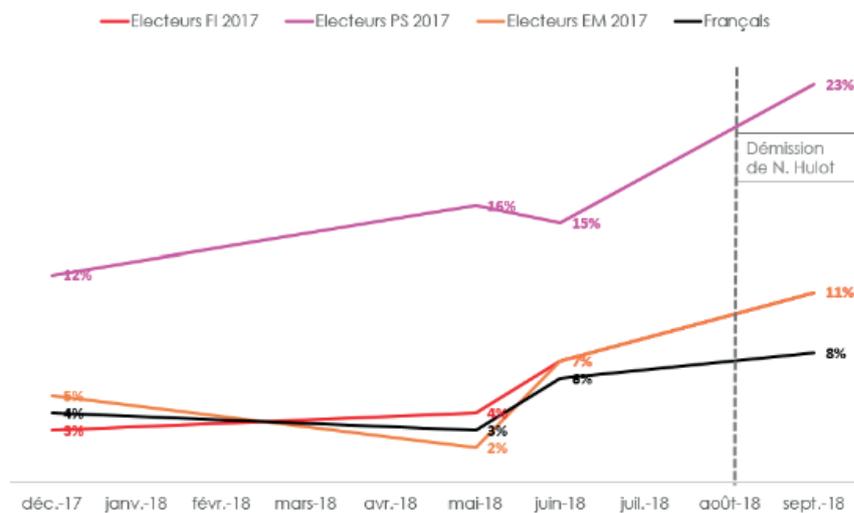


(14) « Intention de vote élections européennes », Ifop-Fiducial-Paris Match, sept. 2018 et « intention de vote élections européennes » Ifop-Lettre de l'Expansion, oct. 2018

Le cas d'Europe Ecologie les Verts est à cet égard symptomatique de l'influence de l'actualité sur les intentions de vote : alors que, depuis le départ de Nicolas Hulot du gouvernement, les Français expriment des doutes croissants quant à la sincérité écologique de l'exécutif et que la question environnementale connaît un renouveau incarné par de nombreuses manifestations citoyennes (Marches pour le climat), EELV enregistre des in-

tentions de vote en hausse depuis l'été 2018 (de 3% à 8% en 4 mois) en captant notamment des marcheurs déçus. Les récents succès électoraux des formations écologistes en Belgique et en Bavière indiquent que la séquence est potentiellement porteuse pour EELV, qui a historiquement réalisé ses meilleurs scores lors d'élections européennes (plus de 16% des voix en 2009).

Evolution des intentions de vote en faveur d'EELV dans différents électorats



4. Au-delà des clivages : ce qu'attendent les Français de l'Europe

Bien sûr, beaucoup d'électeurs se détermineront dans les derniers moments du scrutin et il est difficile à ce jour de privilégier une option plutôt qu'une autre (en 2014, 52% des électeurs ont déclaré s'être décidés dans le mois qui a précédé le scrutin, dont 16% le jour même (15)). En définitive, la bascule entre grand « affrontement » et « éparpillement » dépendra beaucoup de l'actualité et de la qualité des campagnes menées par chaque camp.

Au-delà, on peut espérer que les Français se positionneront non pas seulement selon les tactiques

électorales des uns et des autres, mais aussi en fonction des propositions des candidats. Car l'opinion semble prête à soutenir des choix qui iraient dans le sens d'une Europe plus forte : en mars 2017, 70% des Français se déclaraient favorable à la création d'une armée européenne, 60% à celle d'un ministre de l'Economie et des Finances européen et 55% à l'élection d'un président européen au suffrage universel direct (16). Des résultats a priori paradoxaux au regard de l'euro-scepticisme ambiant, mais qui révèlent en creux la crainte d'un effondrement européen et l'attente à minima d'une Union plus lisible et plus efficace, d'une Europe puissance.

(15) « Sondage jour du vote européennes 2014 », Ifop-Fiducial-Paris Match, mai 2014

(16) « Les Français et l'Europe, 60 ans après le Traité de Rome », Ifop-le Figaro-Fondation Robert Schuman, mars 2017